

Saint-Denis, le

15 JUIL. 2026

Madame la Ministre,

Comme vous le savez, l'enveloppe de la Ligne Budgétaire Unique (LBU) pour 2026 a été ramenée à 27 millions d'euros, alors qu'elle s'élevait à 85,65 millions d'euros en 2024 et à environ 78,5 millions d'euros en 2025.

Il s'agit en effet d'une division par trois en moins de deux ans de ce financement, et ce alors même que les besoins en logement n'ont jamais été aussi importants sur notre île.

Comme le confirme l'ARMOS-oi, des dossiers de demande de financement ont d'ores et déjà été déposés pour 1 832 logements neufs (55 opérations) et 1 162 logements à réhabiliter (12 opérations), soit 70 millions d'euros de besoins de LBU déjà objectivés. Des projets concrets, socialement indispensables et qui seraient donc reportés ou, pire, abandonnés.

A court terme, c'est la chute des mises en chantier à compter de 2027, un allongement supplémentaire des délais d'attente pour bénéficier d'un logement, une réduction des réhabilitations prévues par les bailleurs et, en bout de chaîne, une aggravation du mal-logement à La Réunion qui sont à craindre.

Cette situation est insoutenable pour notre territoire où nous enregistrons plus de 50 000 demandes de logement social insatisfaites. De nombreuses familles réunionnaises vivent dans des conditions d'habitat indigne et cette décision vient amplifier la crise du logement à La Réunion.

Au-delà des conséquences sociales, la baisse drastique de la LBU aurait également de graves répercussions économiques. Secteur vital pour notre économie, le BTP subit déjà durement la succession de crise internationale et l'inflation qu'elles engendrent. Or, en 2024, les mises en chantier de logements sociaux ont représenté 54 % de la commande publique. Des marchés annulés ou reportés, ce sont donc des entreprises fragilisées et des emplois directement menacés.

Madame Naïma MOUTCHOU
Ministre des Outre-mer
27 Rue Oudinot
75007 Paris

Si nous avons souhaité vous adresser conjointement ce courrier, c'est parce que nous partageons tous la même conviction : la question du logement dépasse les responsabilités de chacun d'entre nous. Elle engage l'avenir de notre territoire, la cohésion de notre société et la dignité de milliers de Réunionnaises et de Réunionnais.

C'est pourquoi, nous demandons que la Ligne Budgétaire Unique soit préservée et sanctuarisée. Au regard des besoins de notre territoire, elle ne peut être considérée comme une variable d'ajustement budgétaire. Elle constitue un investissement indispensable au service de la cohésion sociale, de l'égalité des chances et du développement économique de La Réunion.

Espérant sincèrement que vous serez sensible à cette demande de la plus haute importance, nous vous prions d'agréer, **Madame la Ministre**, l'expression de notre très haute considération.

**Le Président du Conseil
Départemental de La Réunion**



Cyrille MELCHIOR

**La Présidente de
l'ARMOS**



**Le Président de
AMDR**

